



# DÉPLACEMENT AU SÉNÉGAL DU 18 AU 28 AVRIL 2022

*L'équipe de projet et des membres du corps professoral américain et britannique du CenHTRO/APRIES se sont rendus au Sénégal au mois d'avril 2022. Les objectifs de ce déplacement étaient d'organiser dans ce pays le lancement national des programmes CenHTRO/APRIES, en collaboration avec ses partenaires de mise en œuvre et les principales parties prenantes, de rencontrer les principaux partenaires du projet issus du gouvernement et de la société civile, et de visiter les zones cibles du programme situées dans la région de Kédougou.*



## Lancement national du programme

Le 21 avril 2022, CenHTRO/APRIES a organisé le lancement officiel de ses programmes de lutte contre le trafic sexuel des filles et des jeunes femmes âgées de 15 à 30 ans à Kédougou, tenu à l'hôtel Radisson Blu de Dakar (Sénégal).

CenHTRO/APRIES a organisé et financé l'événement, en étroite collaboration avec le Bureau du Département d'État américain chargé de surveiller et de combattre la traite des personnes (TIP Office), l'ambassade des États-Unis à Dakar et les principaux partenaires gouvernementaux présents au Sénégal.

L'événement qui s'est déroulé en présentiel, a rassemblé plus de 100 participant-e-s. Madame Nnenna Onyioha-Clayton, responsable du programme, a travaillé avec la coordinatrice pays, Madame Aminata Diagne Barre, à la planification et organisation de la rencontre, avec le soutien et les précieux conseils de la sous-directrice du CenHTRO/APRIES, le Dr. Claire Bolton, et du directeur de la communication, Monsieur André Gallant.

L'objectif principal du lancement national était de renforcer les partenariats nationaux et locaux entre CenHTRO/APRIES et les acteurs de la lutte contre le trafic sexuel au Sénégal. La rencontre a été présidée par Son Excellence Monsieur Mamadou Saliou Sow, Secrétaire d'État sénégalais auprès du Garde des Sceaux, Chargé de la Promotion des Droits Humains et de la Bonne Gouvernance. Le Dr. David Okech, directeur de CenHTRO/APRIES, a présenté les résultats préliminaires d'une étude de référence sur la prévalence du trafic sexuel, réalisée entre 2021 et 2022 par Kantar Public, partenaire de recherche du Centre. Les partenaires de mise en œuvre, à savoir l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et l'ONG Free the Slaves (FTS), ont également présenté leurs programmes.

Parmi les autres intervenant-e-s éminent-e-s figuraient :

- Monsieur Jonathan Fischer, Chargé d'Affaires pour le Sénégal et la Guinée-Bissau de l'Ambassade des États-Unis au Sénégal ;



- Monsieur Saër Ndao, honorable Gouverneur de la région de Kédougou ;
- Dr. Mody Ndiaye, Secrétaire Permanent de la Cellule Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP) ;
- Monsieur Ibrahima Gueye, Secrétaire Général du Ministère des Mines et de la Géologie ;
- Monsieur Mame Ngor Diouf, Secrétaire Général du Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des enfants ;
- Monsieur Kameldy Neldjingaye, Directeur Régional Adjoint du Bureau régional de l'ONU DC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Des représentant-e-s des ambassades du Burkina-Faso, du Cameroun, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Nigeria et de la Suisse figuraient également parmi les invités de marque.

Les intervenant-e-s ont salué la pertinence et le caractère opportun du programme CenHTRO/APRIES avant de rappeler leur engagement à soutenir ce programme. En outre, les intervenant-e-s ont souligné la nécessité de :

- Mettre l'accent sur l'identification, la mise en confiance, l'assistance psychosociale, les soins et la protection des survivantes.
- Appuyer la réintégration des survivantes via la formation professionnelle et le soutien à la mise en place de projets socio-économiques.
- Mettre en place un cadre légal approprié et mieux documenter les cas. A ce titre, Monsieur Mame Ngor Diouf a préconisé la réouverture de la Boutique de Droit de Kédougou, actuellement fermée, afin d'assister les victimes de traite des êtres humains.
- Sensibiliser les jeunes filles aux risques et dangers liés au trafic sexuel.
- Mener des activités de plaidoyer à l'échelle de la CEDEAO.
- Promouvoir l'accès aux services sociaux et aux opportunités socio-économiques pour lutter contre la vulnérabilité des filles et des femmes dans l'Espace CEDEAO.
- S'appuyer de façon stratégique, sur les politiques et les initiatives dans des secteurs tels que l'éducation, l'emploi, la migration, les mines, l'environnement et l'agriculture, pour lutter contre le trafic sexuel.

Les parties prenantes ont souligné que le lancement national avait rassemblé des acteurs (en particulier des Ministères et des Organisations de la Société Civile) qui ne se réunissaient habituellement pas. Il a également été noté que CenHTRO/APRIES a mobilisé des acteurs de dimension nationale sur une problématique locale et a élargi le débat sur la traite des êtres humains au-delà du sujet de la mendicité des enfants. Une partie prenante de Kédougou a ainsi noté : « CenHTRO/APRIES n'a pas eu un lancement national, mais bel et bien un lancement international ». L'événement a généré une couverture médiatique non seulement au Sénégal sur des sites d'information tels que « Seneweb », mais aussi sur diverses chaînes et plateformes d'information dans toute la région CEDEAO.



# Mission de terrain dans la région de Kédougou



Cinq membres de l'équipe du CenHTRO/APRIES se sont rendus à Kédougou, dans le sud-est du Sénégal, pour rencontrer les autorités locales, visiter des centres d'accueil pour survivantes ainsi que des sites d'exploitation artisanale de l'or telles que Kharakhena.

**Première journée** – L'équipe de CenHTRO/APRIES a rencontré ses ONG partenaires de mise en œuvre FTS et La Lumière, afin de dresser le bilan du lancement et intégrer les enseignements appris.

L'équipe a également discuté des problèmes rencontrés sur le terrain, notamment l'identification des victimes, la dénonciation des auteurs par les victimes/survivantes, et les relations entre les forces de sécurité et les victimes. Enfin, le groupe a visité un futur centre destiné à accueillir les survivantes.

**Seconde journée** – L'équipe de CenHTRO/APRIES a rendu des visites de courtoisie à plusieurs acteurs gouvernementaux et autorités locales dans les départements de Kédougou et de Saraya. Il s'agissait notamment du préfet de Saraya, du chef du Service Départemental de l'Action Sociale, du président du tribunal de Saraya et du Commandant de la brigade de Gendarmerie.

Par la suite, l'équipe a visité le site artisanal de Kharakhena, dans le département de Saraya. Accompagnée de guides locaux, l'équipe a pu mieux comprendre les conditions de travail éprouvantes des orpailleurs, sous une chaleur de 110 degrés. Elle a également visité un centre destiné aux survivantes dans un département voisin de Saraya.

Dans la soirée, CenHTRO/APRIES a convié les parties prenantes à une rupture du jeûne, à laquelle ont pris part le Chef du Service Départemental du Développement Communautaire, le Procureur de la région et le Directeur de l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Kédougou.

Les parties prenantes à Kédougou et à Saraya ont soulevé les points clés suivants :

- Les survivantes ne sont pas suffisamment protégées lorsqu'elles sont impliquées dans le processus judiciaire. Ainsi, elles peuvent refuser de coopérer avec les autorités judiciaires de peur de perdre le peu d'accès aux besoins fondamentaux, procuré par leur(s) trafiquant(s), tels que la nourriture et le logement.
- Les parties prenantes ont mentionné le fait que les acteurs du système judiciaire et de la police prennent parfois en charge les repas des survivantes, car le gouvernement ne dispose d'aucune structure ou mécanisme dédié à leur prise en charge.
- Par ailleurs, les acteurs du système judiciaire devraient être formés dans la gestion et prise en compte des dimensions sociales et expériences des survivantes.
- Tandis qu'une partie prenante a fait remarquer que « tant que l'exploitation aurifère ne sera pas réglementée, la traite des êtres humains persistera », une autre a fait remarquer que le démantèlement complet des sites d'exploitation minière aurait des conséquences économiques négatives sur les filles et les femmes qui en dépendent pour leur subsistance.





## Autres engagements des parties prenantes

À Dakar, l'équipe du CenHTRO/APRIES s'est entretenue en privé avec différents acteurs-clés, notamment le Gouverneur de Kédougou, le Secrétaire Permanent de la Cellule Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP), les responsables du Ministère des Mines et de la Géologie, l'Ambassadeur du Nigeria au Sénégal, le Directeur Adjoint des Affaires Criminelles et des Grâces, et les consultants du Think Tank CenHTRO/APRIES chargés d'apporter leur contribution au programme, en tant qu'experts dans leurs domaines respectifs.

Toutes les parties prenantes ont réaffirmé leur soutien au projet et fourni des orientations sur les réalisations, notamment l'étude de référence et le rapport politique à venir. Les principales conclusions ont été les suivantes :

- Le Plan d'Action National pourrait transiter vers une Stratégie Nationale de Lutte contre la Traite des Êtres Humains. Les capacités d'intervention de la CNLTP et les formes de traite qu'elle combat pourraient être élargies.
- La sécurité dans la région de Kédougou suscite des inquiétudes, particulièrement en ce qui concerne l'infiltration des communautés minières par des réseaux extrémistes religieux.
- Les parties prenantes ont souligné l'importance de la protection des survivantes, tout comme ça l'a été à Kédougou. Elles ont noté les limites de la lutte contre la traite des êtres humains perçue seulement comme une question de justice pénale. Les mesures juridiques devraient être assorties de politiques de renforcement de secteurs tels que l'éducation, l'emploi et l'insertion socio-économique. Une partie prenante a également exprimé le souhait de voir les survivantes devenir des participantes actives, plutôt que passives, au processus de lutte contre la traite des êtres humains.
- Une coopération effective à l'échelle de la CEDEAO s'avère nécessaire, sur les questions de traite, étant donné que la recherche de CenHTRO/APRIES a mis en exergue le caractère transfrontalier de la traite sexuelle dans la région de Kédougou.



Ces activités sont financées par une subvention du Département d'État américain (SSJTIP18CA0015). Les opinions, résultats et conclusions exposés dans la présente publication sont celles du ou des auteurs ayant contribué à la présente publication et ne représentent pas nécessairement ceux du Département d'État américain.

**CENHTRO.UGA.EDU**  
cenhtro@uga.edu  
University of Georgia  
317 Herty Dr. Athens, Georgia 30606